



HAL
open science

Un capitalisme à la russe

Jacques Fontanel, Ivan Samson

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Ivan Samson. Un capitalisme à la russe. Jacques Fontanel; Ivan Samson. Les liaisons dangereuses entre l'État et l'économie russes, l'Harmattan, pp.42-51, 2003, Pour comprendre. hal-03290335

HAL Id: hal-03290335

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03290335v1>

Submitted on 19 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un capitalisme à la russe

Jacques Fontanel
Ivan Samson

In

Les liaisons dangereuses entre l'Etat et l'économie russes
L'Harmattan, Paris, 2003

Résumé : La thérapie de choc a initié une politique d'insertion brutale de l'économie russe dans l'économie de marché mondiale. La Russie s'est alors engagée la libéralisation et la privatisation des entreprises, non sans se heurter aux réalités historiques de la centralisation de l'économie socialiste et de l'inertie volontariste du complexe militaro-industriel. La poursuite de l'intérêt individuel ne peut se faire sans la concours de l'Etat qui assuré les droits régaliens. En outre, la Russie a dû faire face à une double transition, celle d'un système économique déchu et celle d'une démilitarisation rapide de l'économie. Enfin, l'aide internationale promues par les grandes organisations intergouvernementales ne s'est pas avérée très efficace, compte tenu du caractère éminemment politique de son intervention.

The shock therapy initiated a policy of brutal insertion of the Russian economy into the global market economy. Russia then embarked on the liberalisation and privatisation of enterprises, not without coming up against the historical realities of the centralised socialist economy and the inertia of the military-industrial complex. The pursuit of individual interest cannot be done without the support of the state, which ensures public rights. Moreover, Russia had to face a double transition, that of a fallen economic system and that of a rapid demilitarisation of the economy. Finally, the international assistance promoted by the major intergovernmental organisations did not prove to be very effective, given the eminently political nature of its intervention.

Conversion industrie militaire, thérapie de choc, Russie
Military industry conversion, shock therapy, Russia

Après la thérapie de choc initiée par Gaïdar, un capitalisme « à la russe » (Arbatov, 2001) s'est mis en place, avec des liens pervers entre les instances étatiques et la privatisation de l'économie. Des effets pervers sont apparus rapidement, qui ne permettent sans doute pas d'engager le pays dans un développement soutenable de son économie.

- Il y a d'abord une certaine incompréhension de l'exercice de l'intérêt individuel dans une société.

- Ensuite, la Russie a dû faire face à une double transition, celle d'un système économique déchu et celle d'une démilitarisation rapide de l'économie, il est vrai auparavant source de pouvoir du complexe militaro-industriel sur une économie nationale qui devait en supporter le coût. Toute conversion militaire est délicate du fait même des requis différents d'efficacité. Les armes veulent accéder aux meilleures technologies compte tenu des financements qui leur sont consacrés, alors que les entreprises civiles cherchent avant tout la rentabilité, obtenue d'ailleurs parfois grâce à une technologie de qualité (Fontanel, 1994).

- Enfin, l'aide internationale des grandes instances intergouvernementales ne s'est pas avérée très efficace, compte tenu du caractère éminemment politique de son intervention.

Une certaine incompréhension de l'intérêt individuel

La thérapie de choc a initié une politique d'insertion brutale de l'économie russe dans l'économie de marché mondiale. La Russie s'est alors engagée dans des procédures de libéralisation et de privatisations économiques, non sans se heurter aux difficultés représentées par la centralisation de l'économie socialiste et par l'inertie volontariste du complexe militaro-industriel. Or, l'idée de l'intérêt individuel s'est parfois transformée en un refus de la « socialisation » des intérêts fondamentaux d'une Nation. Le respect des lois et de la police est essentiel au bon

fonctionnement d'une économie, car dans une société civilisée les réponses égoïstes à court terme produisent des ravages socio-économiques. Le calcul hédoniste montre que les individus ne paient leurs impôts que s'ils estiment que le jeu en vaut la chandelle, si les avantages apparaissent supérieurs au prix de la violation ou au non respect des contributions obligatoires. La glorification de l'intérêt individuel et le dénigrement du gouvernement portent la responsabilité de bien des avatars du capitalisme. La violence et l'anarchie peuvent alors s'imposer. C'est ce type de capitalisme qui semble naître en Russie. Or, cette situation est potentiellement annonciatrice de guerres civiles ou de conflits internationaux.

La fameuse « main invisible » (Tobin, 2001) ne dépend pas seulement de la lutte contre les activités criminelles, il faut aussi que l'intérêt individuel soit converti dans des résultats socialement optimaux, au moins à long terme. Le monopole est aussi affaire d'intérêt personnel, ce qui invite à la création de lois antitrust pour conserver la concurrence nécessaire au capitalisme dans son expression théorique d'optimum et d'équilibre quasi instantanée. Les gouvernements peuvent protéger certains intérêts privés, mais le refus d'engager des investissements publics est très dommageable pour l'ensemble de la société, voire catastrophique.

De même, la question des externalités doit être prise en compte, au même titre que les excès des monopoles, qu'ils soient naturels ou construits. La Russie avait besoin de produire de nouvelles activités, industries et technologies. Si la charrue doit l'emporter sur l'épée, encore faut-il convertir l'industrie d'épées en unités de production de charrues efficaces et compétitives. Or, les réallocations d'activités sur la base d'investissements préexistants sont souvent vouées à l'échec (Fontanel et al. 1995). Tout redéploiement se fait avec un coût social important. Il y a un potentiel de troubles politiques non négligeables à réduire la production de sous-marins nucléaires, de bombes ou d'avions d'attaque. Les entreprises privatisées russes ont une logique prédatrice de court terme qui n'a pas été suivie d'une logique industrielle de recherche de profit (Samson, 1998).

L'économie russe ne peut trouver de solution que dans l'optimisme des entrepreneurs et la mise en place, au niveau local, de petites et moyennes entreprises concurrentielles structurant l'espace et transformant les règles du jeu économique au détriment des grandes entreprises privatisées

hostiles au changement. La modernisation de la société russe doit se faire par le bas, mais l'Etat doit exercer un rôle déterminant d'incitation.

Le gouvernement russe, au lieu de donner à l'Etat les moyens de gérer ces transformations, a laissé un système de marché très juvénile pourrir la situation sous prétexte d'application stricte du « laissez faire ». Or, aucune économie de marché, au moins à son stade initial, n'a eu une attitude comparable, elles sont intervenues au moins pour réduire les effets de la crise. Un capitalisme mal compris conduit à des coûts humains difficilement acceptables. Réduire le rôle de l'Etat à l'excès au bénéfice de quelques monopoleurs particulièrement bien informés et puissants n'est pas une stratégie satisfaisante (Pomer, 2001). La thérapie de choc a permis la dépossession des biens publics en faveur des actions prédatrices des « élites » proches des sources de pouvoirs gouvernementales.

Pour Wladimir Andreff (1996), le courant libéral, aux analyses fondées sur de trop simplistes conclusions de théorie micro-économique, n'a pas suffisamment pris en compte l'héritage de l'Union soviétique. Or, la thérapie de choc (Goldman, 1998) ne peut fonctionner que sous certaines conclusions (viabilité des infrastructures, fiabilité des règles et lois appliquées aux institutions marchandes, lois de tribunaux régissant la faillite et le droit civil, notamment). Les réformes ont été passées en force avant même qu'une infrastructure opérationnelle ait été mise en place, ce qui a renforcé la puissance de la mafia et de la corruption gouvernementale. Le « Public Choice » est alors devenu du « Private Choice ».

La double transition

La Russie a dû faire face à une double transition, d'une économie planifiée à une économie de marché, d'une économie militarisée à une économie civile. La loi de la conversion du 21 avril 1992 a mis en place un Fonds étatique de reconversion, des crédits préférentiels et un programme de soutien aux exportations d'armes. Le Programme Fédéral de conversion mis en place au début 1993 était largement influencé par les traditions du Gosplan. Il visait à la fois à préserver le potentiel technologique du Complexe militaro-industriel (CMI), à développer l'import-substitution et à réorienter la production industrielle vers une économie des ressources et la maximisation

de la production. Ce programme concernait l'aviation civiles, la construction navale, l'équipement énergétique, l'industrie de la forêt, la construction des routes et des habitations, l'équipement pour l'agriculture, le textile, l'alimentation, le commerce, les biens de consommation durables, l'équipement des communications, l'environnement, l'équipement médical et le programme de conversion de quelques industries d'armement nucléaire (Gonchar et al., 1995).

Par ailleurs, la politique de conversion a engendré des allocations chômage ou des compensations financières pour les pertes dues à l'arrêt des commandes militaires nationales. Le CMI a été réorganisé autour du Roskomoboronprom (Comité pour les Industries de Défense et Aéronautiques), qui coordonne l'ensemble des activités du secteur militaire, mais la conversion des industries d'armement en industries civiles ne dépendait pas uniquement de lui. Le Programme Fédéral de Conversion orientait les industries d'armements vers une politique d'import)-substitution, de développement des exportations, d'équipements modernes efficaces et de technologies avancées et de ressources écologiquement acceptables. Les crédits sont cependant restés faible au regard de l'ampleur des ambitions. Les dépenses budgétaires de la conversion n'ont représenté que 0,16 % du PNB et jusqu'à 2 à 3% si l'on tient compte des fonds extrabudgétaires. En 2002, le financement de la conversion représente 8% du budget militaire de l'Etat, pourtant en forte baisse. Les pays occidentaux n'accélérent pas le processus de conversion, puisque moins de 2% des projets financés le concerne et 0,5% dans le domaine de la recherche-développement.

La suppression ou la réduction d'activités du secteur militaire ne s'est pas toujours accompagnée de licenciements ou de remise en cause de l'infrastructure sociale, ce qui a eu pour conséquence un endettement supplémentaire. Progressivement, il en a résulté une réduction forcée des salaires réels et des conditions sociales attachées, du fait de l'inflation galopante. La difficulté principale a aussi résidé dans le fait que les membres du CMI refusaient à la fois d'abandonner leur statut social privilégié et d'engager un recyclage de leurs activités vers de nouvelles compétences et méthodes de travail.

Le potentiel de succès de la conversion par la restructuration industrielle est limité par le déficit budgétaire, l'endettement interne, l'inflation, l'absence de législation promouvant la

restructuration des entreprises, le maintien des vieux réseaux, l'absence de protection de la propriété industrielle, l'inadaptation des circuits financiers et enfin, la crise du logement, autant de facteurs contribuant, en outre, à la réduction de la mobilité des travailleurs (Shkatatan, et al., 1998). Quant à la conversion par la diffusion des ressources épargnées par la réduction des dépenses militaires, elle dépendant des nouvelles opportunités du marché et de l'efficacité sociale de l'utilisation des crédits non dépensés.

Dans un secteur de l'armement étouffé par l'endettement interentreprises, véritable accélérateur de l'hyperinflation, les exportations d'armes sont apparues comme une bouffée d'oxygène, mais le marché de l'armement n'était alors plus très porteur avec la fin de la guerre froide. Cependant le CMI a mis en avant la stratégie de l'exportation de produits militaires de haute technologie contre l'importation de produits de consommation, un retour vers le troc.

Les technologies qui semblent les plus prometteuses pour l'avenir de la défense nationale sont les nouvelles technologies de pointe, celles de l'information et des télécommunications. Or, elles sont plus aisément développées par le secteur civil, moins engoncés dans les contraintes technologiques « baroques » des produits militaires. Plus la part du Complexe militaro-industriel dans l'emploi d'une région est importante, toutes choses égales par ailleurs, et plus le chômage a augmenté (Sutherland, Hanson, 1996). L'industrie de défense est souvent très concentrée dans certaines régions, ce qui fait que tout désarmement provoque une crise régionale d'importance. C'est pourquoi l'Etat qui avait promis d'intervenir est directement responsable des crises régionales qui secouent certains secteurs industriels autrefois parmi les plus efficaces de la société soviétique.

Une aide et des conseils internationaux inadaptés

L'aide internationale, dès le départ du processus de conversion des activités militaires vers le secteur civil, a été principalement distribuée à la Russie sur la base de fondements politico-militaires. L'idée des Occidentaux était de soutenir le régime du Président Eltsine, ce qui n'était sans doute pas la meilleure solution envisageable à terme pour le peuple russe. En 1997, les versements du Fonds Monétaire International a principalement servi à financer l'important déficit fédéral (Menshikov, 1998).

Les conditions de crédit du FMI étaient fondées sur des objectifs fiscaux et monétaires précis (concernant notamment la collecte des impôts, les réserves internationales ou l'accroissement de l'offre de monnaie), des réformes structurelles mutuellement acceptées et l'application de recommandations de politique économique du Fonds.

Si la Banque centrale de Russie a adhéré strictement aux objectifs monétaires, les autorités fédérales n'ont pas rempli leurs obligations contractuelles. Seulement 50 % des impôts totaux prévus en 1997 par le budget fédéral ont été collectés, un bon tiers n'ayant pas été perçus sous forme monétaire, mais plutôt sous le principe de la « compensation ». Cette situation a conduit le FMI à retarder deux fois le paiement de ses crédits trimestriels. La raison fondamentale de la mauvaise collecte des impôts repose sur le fait que l'économie russe fonctionne encore sur la base du troc. En 1997, près de 70% des ventes de l'industrie russe ont été payées en nature plutôt que sous forme monétaire. Les entreprises ne pouvaient pas payer d'impôts principalement parce qu'elles n'avaient pas suffisamment de ressources monétarisées. Le gouvernement lui-même devait des arriérés aux firmes pour les biens et services qu'il avait commandés auprès de ses entreprises nationales et qu'il avait ainsi acquis.

Si le FMI était globalement satisfait des performances de la Russie, il exigeait aussi plus de contrôles et une plus stricte application des procédures de la faillite aux fraudeurs fiscaux. Pour résoudre le problème, le FMI aurait dû se concentrer sur la réforme bancaire, car les banques russes ne remplissaient toujours pas leurs principales fonctions, comme principaux agents de paiements entre les entreprises commerciales. Elles ont pratiqué l'investissement de court terme dans les fonds d'Etat largement rémunérés et elles ont cédé à la tentation de la spéculation financière.

Au début de l'année 1998, le FMI était convaincu de la bonne marche de l'économie russe, malgré les efforts colossaux qu'il fallait encore engager. Pour Stanley Fisher (1998), il fallait principalement développer la privatisation, libéraliser l'économie, développer le droit des affaires et du patrimoine, améliorer la gestion du marché des capitaux, favoriser la mise en place d'un secteur bancaire efficace, promouvoir la rentabilité agricole et combattre la corruption, la bureaucratie et l'arbitraire.

En fait, la Russie a sans doute été abusée par les conseils du FMI ? La stabilisation monétaire n'a pas entraîné à elle seule les comportements vertueux attendus, la spéculation à court terme a primé sur les nécessités de l'investissement réel et les capitaux ont continué à fuir (Samson, 1998). Aussi longtemps que les transactions domestiques sont démonétisées et portées par « l'économie souterraine », la stabilisation macroéconomique continue à n'avoir aucun effet sur la croissance industrielle et elle n'entraîne vraisemblablement pas la stabilité et le prospérité à long terme de la Russie (Braguinsky, 1978).

De même, du fait de sa rareté, il faut insister pour rendre cette aide efficace pour l'économie nationale. L'approche de la stabilisation insiste sur le rôle de l'investissement direct à l'étranger, même si les résultats obtenus dans ce domaine sont jugés bien trop faibles. La Russie a pourtant vraiment besoin de ces investissements directs de l'étranger, qui constituent des acteurs essentiels de la restructuration industrielle, notamment dans le domaine des technologies avancées, de la création de nouveaux emplois et donc de nouveaux revenus.

En 1998, près des deux tiers des investissements directs avaient la forme d'investissements de portefeuille (lesquels accroissent le taux de change et créent des sources spéculatives additionnelles de revenus pour les agents économiques les plus dynamiques et souvent les moins scrupuleux), non seulement inutiles, mais surtout dangereux pour l'effort de reconstruction. La crise de 1998, non prévue par le FMI, est sans doute la conséquence de cette politique trop laxiste. Enfin, une politique budgétaire plus conséquente semblait nécessaire. Pourtant, le soutien et la confiance du FMI à la Russie a masqué les problèmes de l'économie russe, malgré les critiques prononcées par de nombreux économistes sur le caractère artificiel de la croissance russe avant la crise (Fontanel, 1998).

Cette illusion a été payée très cher par les citoyens russes qui ont cru que le soutien du FMI était fondé sur des résultats économiques satisfaisants et cumulatifs, alors même que le fondement de l'aide restait politique, comme un soutien à la politique de la « thérapie de choc » et, plus prosaïquement, à la Présidence Eltsine.

En l'absence d'un pouvoir suffisant de l'Etat dans la vie économique, l'économie « libérée » russe n'a pas pu éviter l'émergence d'effets pervers qui ont remis en cause, au moins provisoirement, les acquis du développement économique

national. L'Etat est au cœur de la définition et du respect des lois, il constitue lui-même un important facteur de confiance pour les agents économiques et son implication dans les relations socio-économiques est telle que son inefficacité produit des situations de crise permanente. Tous les processus de développement nationaux se sont réalisés dans le cadre d'un Etat fort et volontariste, sur la base d'un libéralisme « éclairé » protégé par les pouvoirs publics en place.

Bibliographie

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement. *Les Cahiers de l'Espace Europe*, (No. hal-02943081).

Andreff, W. (1996), *Inertial Aspects of the Transformation Process*, Tacis-PROMETEE, Moscow, 16 March.

Arbatov, G. (2001), Origins and Consequences of the Shock Therapy, in *The New Russia. Transition gone awry*, Stanford University Press. Stanford.

Braguinsky, S. (1998), les facteurs structurels et la politique industrielle de la Russie, in *L'avenir de l'économie russe en question* (Fontanel, J. Ed.), Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble

Fisher, S. (1998), L'avenir de l'économie russe, in *L'avenir de l'économie russe en question* (Fontanel, J. ed.), Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Fontanel, J. (1994), *La conversion économique du secteur militaire*, Economica, Paris.

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russie, *Defence and Peace Economics*, 6(3).

Fontanel, J. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Fontanel, J. (2002), *Globalisation économique et sécurité internationale*, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

Fontanel, J. (2002), Le coût du terrorisme, Arès, Défense et sécurité, Grenoble.

Fontanel, J., Samson, I. (2002), *L'Etat, un agent économique contestable, mais irremplaçable*, Entreprise et Humanisme, Juin.

Fontanel, J. (2003), *Les liaisons dangereuses entre l'Etat et l'économie russes*, L'harmattan, Paris.

Goldman, M.I. (1998), La Russie peut-elle développer une économie de marché normale, in *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Gonchar, K., Kuznetsov, Y., Ozhegov, A. (1995), *Conversion of the Post-Soviet Defence Industry: implications for Russian economic development*, International Center for Conversion, Bonn, February.

Menshikov, S. (1998), Le Fonds Monétaire et la Russie. Il est rtemps que ça change!, in *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble

Pomer, M. (2001), Transition and Government, in *The New Russia. Transition gone awry*, Standford University Press. Stanford.

Samson, I. (1998), La Russie deviendra-t-elle une économie de marché?, in *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Shkaratan, O., Fontanel, J. (1998), Conversion and Personnel in the Russian military-industrial-complex, *Defence and Peace Economics* 9(4).

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. ((1987), Capital-labour substitution in defence provision, hal-03205374, in *Defence. Security and Development*), Francis Pinter, London.

Sutherland, D., Hanson, P. (1996), Structural change in the economies of Russia's regions, *Europe-Asia Studies*, 48(3).

Tobin, J. (2001), False expectations, in *The New Russia. Transition gone awry*, Standford University Press. Stanford.